

## **Communiqué FSU, Les Lilas, le 26 Janvier 2010**

### **Pompier-pyromane**

L'intervention télévisée du Président de la République a montré l'absence de réponses nouvelles aux questions fondamentales de l'emploi, du pouvoir d'achat, de l'indemnisation du chômage ou de l'Hôpital public...

Face aux conséquences dramatiques de la crise économique, que les décisions gouvernementales ont contribué à amplifier (bouclier fiscal, réduction des services publics..., ) il s'est contenté de répéter à l'envi ses thèmes classiques, depuis le "travailler plus pour gagner plus" et la critique des 35 heures jusqu'à la baisse des impôts...

Sur les retraites s'il est resté prudent en n'avançant aucune mesure précise, tout son propos était orienté par l'idée d'un allongement de la durée d'activité, au détriment même du niveau des pensions qu'il prétend défendre.

En matière d'éducation il en est resté à ses annonces connues sur l'accès aux grandes écoles ou les internats d'excellence, ignorant les vrais besoins d'une école de la réussite pour tous et ceux d'une lutte résolue contre les inégalités. Il a totalement passé sous silence la contestation des ses réformes régressives (formation des enseignants, lycées, LP...) et pour les universités il s'est contenté de ressortir le cliché de la soi disant inadaptation du système éducatif au monde de l'entreprise.

Quant à sa critique du recours aux contractuels dans la fonction publique et son affirmation qu'il est prêt à envisager une titularisation "progressive" des contractuels : la FSU qui depuis longtemps se bat pour que soit prise en compte la situation des précaires est prête à discuter sans délai d'un plan de résorption de la précarité.

En effet les agents non titulaires sont près d'un million dans les trois versants de la Fonction publique et représentaient en 2007 14% des personnels dans la Fonction publique de l'État, 21% dans la territoriale, 14% dans l'hospitalière.

Dans l'Education le recours aux contrats aidés très courts, et aux vacations d'enseignement, a dégradé considérablement les conditions d'emploi et de vie des ces agents, à tel point que le médiateur de la République a dû intervenir auprès du ministre de l'éducation nationale à l'automne 2008!

Mais une vraie politique de résorption implique que l'on revienne sur la loi "mobilité" dans la fonction publique qui, entre autres, facilite le recours aux non-titulaires et va jusqu'à permettre le recours à l'interim; elle implique également que le gouvernement mette fin aux suppressions d'emploi et aux réductions de postes aux concours dont le président a confirmé la poursuite.

Tout cela montre la nécessité de poursuivre les mobilisations.

Après la grève du 21 dans la Fonction Publique, les mouvements à la culture, aux finances..., la FSU appelle les personnels de l'éducation et de la recherche à participer massivement à la manifestation nationale qu'elle organise le samedi 30 janvier.